

Le système politique et la corruption dans un contexte de l'administration publique et privée à Bukavu, RD Congo: entre tendances et évolutions

Christian LIBAKU MATERANYA

Assistant à l'Université du Cinquantenaire de Lwiro (Sud-Kivu),
Secrétaire Académique de l'Ecole de Criminologie/Uni-50/Lwiro, RD Congo

Copyright © 2017 ISSR Journals. This is an open access article distributed under the *Creative Commons Attribution License*, which permits unrestricted use, distribution, and reproduction in any medium, provided the original work is properly cited.

ABSTRACT: La RDC est depuis plusieurs décennies confrontée à multiples problèmes liés à la corruption dans tous les secteurs de la vie sociale. La corruption en RDC, n'est plus le fait de la simple conjoncture et donc une des stratégies de survie, un fait isolé ou abus singulier mais une structure, un dispositif ou une bureaucratie du gain facile qu'il importe de mettre à jour. Nous voulons contribuer à la compréhension du niveau de criminalisation et de l'indice de perception de la corruption dans l'Administration publique et privée à Bukavu. Plusieurs mobiles mis en exergue du fait que cette étude fait preuve de l'existence des plusieurs pratiques corruptionnelles vécues dans l'Administration publique à Bukavu. Dans cette dernière, plusieurs formes de corruption s'étoffent et tendent à favoriser une catégorie des couches sociales au détriment d'une autre. Scientifiquement, cette étude étoffe des nouvelles connaissances en rapport avec la compréhension de la corruption. Socialement cette recherche est un outil de conscientisation des gouvernants, des gouvernés pour le développement de la RD Congo. Pratiquement, la conscience professionnelle naît de cette recherche et assure les générations futures. Des questions relatives au problème posé : Comment comprendre les manifestations, les causes, les conséquences de la corruption dans l'administration publique à Bukavu ? Comment prévenir la corruption dans l'administration publique, comment la combattre, la réprimer et quels en sont les mécanismes d'éradication progressive ? Quelles pistes de solutions préconiser pour que la gestion de la corruption soit efficace ?

Méthodologie et techniques proposées :

- La descente sur le terrain : 200 agents responsables des services publics, tels que : la mairie, le gouvernorat, l'Assemblée provinciale, la DGDA, la DGI, IPP la Police l'ONEM, l'INPP, l'INSS, OGEFREM, l'ONATRA, ONT, REGIDESO, RVM, RVA, la SNEL, la SONAS, DPS, DFP.
- La technique d'observation désengagée,
- L'entretien semi directif,
- La technique d'échantillonnage à boule de neige,
- La technique documentaire.

KEYWORDS: système politique, corruption, administration publique et privée, Bukavu, RD Congo.

1 INTRODUCTION

L'objet de notre recherche est de démontrer que la corruption au sein de l'Administration publique à Bukavu, en République Démocratique du Congo, n'est plus le fait de la simple conjoncture et donc une des stratégies de survie, un fait isolé ou abus singulier mais une structure, un dispositif ou une bureaucratie du gain facile qu'il importe de mettre à jour.

De plus cet objet nous amène à étudier l'indice de perception de la corruption dans l'Administration publique, privée, comme moyen pouvant aider le système politique à faire face à ce fléau. D'une manière très essentielle, ce travail peut aussi analyser et aider à comprendre le niveau de criminalisation de la corruption dans l'Administration publique à Bukavu par rapport à la quotidienneté dans le système politique, dans le reste du secteur public, privé, en rapport au vécu quotidien de la population longtemps gangrené par la corruption.

La recherche a été dictée par plusieurs mobiles, compte tenu du fait que cette étude fait preuve de l'analyse des différentes pratiques corruptionnelles vécues dans l'Administration publique à Bukavu, en vue d'en déduire un éventail assez large pour une typologie commode.

Pour NGASHA, M. 1997 : 20, le choix du sujet est conditionné par plusieurs facteurs dont l'éducation reçue de la famille, les motivations personnelles, les renseignements reçus pendant les études menées et le degré d'avancement, de la discipline dont relève l'étude menée.

Il va de soi que le choix dicté à ce sujet se justifie en amont par le fait que c'est dans l'Administration publique congolaise particulièrement, que différentes formes de corruption s'étoffent çà et là et tendent à favoriser une catégorie des couches sociales au détriment d'une autre. L'appréhension qu'ont les institutions publiques de par la corruption peut nous aider véritablement dans le sens qu'elle nous situe, et nous permet de faire une contribution scientifique en aval, pour mettre en relief les caractéristiques de l'Administration publique à Bukavu afin que la communauté savante ait une notion sur le cachet de la corruption dans l'Administration publique à Bukavu et dans tous les secteurs de la vie sociale.

C'est dans le même angle d'idées que présenter la corruption dans l'Administration publique conduit à faire montre des répercussions de ladite corruption sur la vie des institutions sociales, sur la vie des individus dans la société Rd Congolaise en général.

Au niveau scientifique ou théorique, cette étude constitue un instrument basé sur un certain nombre des données empiriques articulées sur la problématique de la corruption dans l'Administration publique à Bukavu.

De ce fait, elle veut contribuer aux nouvelles connaissances théoriques orientées dans le domaine de la sociologie politique. C'est ainsi que toutes les connaissances puisées dans ce domaine, aideront pratiquement d'autres chercheurs à se retrouver face à un fléau que d'aucuns ne semblent maîtriser actuellement. Lequel fléau fonctionne au détriment de la connaissance, de la compétence et met à terre tous les niveaux requis pour la survie de l'Etat.

Au niveau social, ce travail est un outil de conscientisation des autorités congolaises, vis-à-vis de leurs sujets, de gouvernants face aux gouvernés, que la corruption enfreint sur le développement de la RD Congo en général et de l'Administration publique de la ville de Bukavu en particulier. Pour prétendre à un changement radical dans le réseau de l'Administration publique à Bukavu, il est impérieux que chacun de nous partout où il est, fasse de lui un agent de lutte contre la corruption considérée comme étant un mal pernicieux qui défavorise nos intérêts avec franchise.

Au niveau pratique, cette étude vient aider les autorités politico-administratives à bien assumer leurs rôles de dirigeants et de maintenir les positions en faveur de la lutte contre la corruption qui dévaste l'avenir des générations vivantes et futures à la fois. Voilà qu'en nageant profondément dans ces idées, notre étude amorce une étape très importante d'assainissement des idées de chacun des citoyens de la ville de Bukavu par la recherche menée sur le terrain. On peut toutefois tenter d'expliquer la situation de dysfonction, de fonction, de crise, d'aliénation et de stagnation de la corruption en tant que système de freinage au développement de l'administration publique dans la ville de Bukavu. Cette façon de voir les choses nous amène à préparer des réponses à toute question qui peut intéresser ce contexte d'étude tout à fait complexe.

2 OBJECTIFS DE LA RECHERCHE

Ce travail se propose comme objectif de démontrer les différentes difficultés liées à la corruption dans l'administration publique à Bukavu, de les mettre à jour et aussi décrire les mécanismes préventifs de la corruption en termes de réponse à la problématique posée. Examiner les différents rapports qui se tissent dans la plupart des institutions publiques grâce à la corruption et déterminer le niveau de conception et de perception qu'on a des systèmes politiques face à elle.

3 SUJET

Le système politique et la corruption dans un contexte de l'administration publique et privée à Bukavu, RD Congo : entre tendances et évolutions.

4 PROBLÈME

Notre entendement se résume en termes de la problématique sur les manifestations de la corruption au sein de l'administration publique en RD Congo et dans la ville de Bukavu en particulier. Ces différentes manifestations se résument en blanchiment de l'argent, en pot-de-vin, en fraude, les causes, les acteurs, les formes de la corruption, les modes

opératoires, les manifestations ainsi que les conséquences de la corruption. Aussi l'impact positif ou négatif manifeste de cette pratique sur la vie sociale des individus.

P. PEAN 1998 :13, dans son étude sur la corruption et le sous développement, met l'accent sur la situation générale de la circulation de l'argent noir dans le secteur public. Il a essayé d'expliquer les variantes de la corruption notamment les « pots de vin », les commissions et les « bakchich », qui continuent leur parcours discret. En plus, l'auteur démontre la gravité des conséquences de la corruption que seule la morale privée ne reprouverait.

Pour des nombreux pays, parmi les plus démunis, la corruption est un véritable drame : elle ronge les cadres dirigeants, elle ruine les ressorts du peuple, elle détourne vers divers paradis fiscaux des ressources indispensables. Bref, elle appauvrit encore les plus pauvres. A sa manière, sans complaisance, Pierre ouvre les portes de « l'argent noir ». Son enquête dévoile ces pratiques au Nord comme au Sud sans proposer et sans critiquer les mécanismes, stratégies et politiques de lutte contre ce fléau ; mais aussi son analyse ne devrait pas s'appuyer seulement sur le niveau de la moralité corrompue.

Pour K. Robert, la corruption peut s'étudier au niveau local. Il se penche sur les cas de Hong-Kong, de la Paz et de New York où la prévoyance de la corruption permettrait d'accroître les revenus, d'améliorer les services municipaux, de stimuler la confiance et la participation de citoyens et de gagner les élections. De toutes les analyses évoquées par Klitgaard, il se fait voir que ses investigations n'épuisent pas toute la thématique et n'incarnent pas les réalités proprement africaines moins encore congolaises par rapport à sa culture, aux mentalités et à la conjoncture sociopolitique qu'économique du moment et qui est fortement marquée par la crise dans le secteur de l'administration publique.

T. MAURICE, 2007 : 12, dans ses réflexions sur la corruption dans l'administration publique congolaise, présente une approche dimensionnelle partant de la corruption survie à la privatisation informelle de l'Etat. Il démontre comment la corruption au sein de l'administration publique congolaise n'est pas le fait d'une simple conjoncture, mais plutôt une structure, un dispositif ou une bureaucratie du gain facile ou de l'enrichissement sans cause qui procéderait à l'exploitation des postes bureaucratiques, de leur domestication, de leur marchandisation et donc de leur privatisation informelle.

Dans son étude, l'auteur se limite ainsi à expliquer comment l'administration publique congolaise secrète des actes de corruption dans leurs formes, leurs modes opératoires, leurs emprunts sémiologiques et leurs causes. C'est dans cette optique que Giorgio BLUNDO et J.P. OLIVIER de SARDAN, 2002, décrivent les formes de corruption observées en Afrique de l'Ouest. Il s'agit de la commission, la gratification, le piston ou la faveur ou encore le népotisme, la rétribution indue d'un service public (privatisation de la fonction), le tribut ou le « péage », la perruque et le détournement. Ces formes de corruption s'insèrent le plus souvent dans diverses stratégies à moyen ou à long terme que partagent les fonctionnaires et usagers en constituant des relations pérennes, les dons, de cadeaux anticipateurs sous forme d'investissements, la solidarité dans les pratiques corruptrices, la manipulation des registres normatifs et réglementaires, et les stratégies discursives qui regorgent la sémiologie populaire.

Sans évoquer les moyens et mécanismes de lutte contre ce fléau, les auteurs affirment que la gestion routière au sein de l'administration et services publics favorise les pratiques de la corruption d'où l'enchâssement des pratiques corruptrices dans les pratiques administratives.

Nous avons l'insigne devoir de remarquer que ces travaux n'épuisent pas toute la thématique, le champ d'étude reste de ce fait vaste, on peut parler de la corruption au sein de l'administration publique à Bukavu tout en envisageant les moyens et mécanismes préventifs ou de lutte contre elle ou mis en place pour son éradication progressive. Mais pour y parvenir nous devons avoir à l'esprit que dans un univers social ou professionnel donné, les acteurs peuvent adopter une moralité situationnelle, en accord avec les objectifs et les critères d'interprétation informels communs à leur univers d'appartenance.

Le plus souvent, ils ne méconnaîtront pas le caractère illégal ou amoral de telles actions ; tout simplement, ils décideront de l'ignorer ou de le sous-estimer. Ces abus ont atteint un tel niveau de « normalité » que la corruption paraît normale, elle est devenue le comportement toléré.

En définitive, ce qui s'observe dans l'administration publique congolaise et particulièrement dans l'administration publique à Bukavu, est un ensemble des morceaux du réel social formé aussi bien de la corruption, de la concussion, de la mendicité, de l'escroquerie, du rançonnement, du racket, du détournement, etc.

D'une manière empirique, ces actes forment une unité factuelle à cause de leur enchâssement et de leur conjonction alternative. En réalité, la relation corruptrice se décline sous plusieurs formes, qui se situent schématiquement dans un continuum allant de l'extorsion (le fait d'imposer un « péage » informel à tout usager...) à des transactions mutuellement favorables prenant tantôt la forme des commissions, tantôt des gratifications, tantôt d'échange de faveurs) en passant par des formes d'accaparement personnel des biens publics, comme les classiques, le détournement des fonds, etc.

Autrement dit, à l'instar de toute organisation, la nébuleuse de la corruption n'est jamais ni structurellement stable, ni stratégiquement achevée. Car, quoi qu'il en soit, l'univers de corruption demeure labile et clivé des conflits. Ces clivages sont plus ou moins insérés dans des logiques d'intérêts personnels et cristallisés par toutes formes de représentations qui oscillent entre l'indifférence administrative, les logiques de réseau et les logiques personnelles.

C'est ainsi que pour agencer ces idées nous nous référons d'abord à QUIVY R., et CAMPENHOUDT L.V. 1995 :186, qui pensent que la problématique est une approche, une perspective théorique qu'on décide d'adopter pour traiter les problèmes posés par la question de départ. Elle est une manière d'interroger les phénomènes étudiés.

En effet, les pratiques de la corruption dans l'administration publique à Bukavu face aux systèmes politiques sont un phénomène universel. Ces pratiques sont si répandues au point qu'elles menacent de saper la structure même de la société. Il est des pays où l'on n'obtient rien sans graisser la patte à quelqu'un ou octroyer un avantage personnel en violant ainsi les règles émises contre certains comportements personnels.

En Afrique Centrale, et plus particulièrement en RDC et surtout à Bukavu, l'on ne cesse de crier la corruption dans les institutions publiques empêchant le pouvoir public ou l'Etat à mobiliser les ressources nationales et les redistribuer pour ainsi couvrir les charges publiques. C'est la situation que souligne GBABENDU ENGUNDUKA et EFOLO NGOBAASU » dans leur ouvrage « *volonté de changement au Zaïre* ». Dans leur étude, ils estiment que ces magouilles relèvent de l'irresponsabilité de certains animateurs même de la classe politique au sujet de détournements des fonds publics.

L'on remarque l'existence d'une corruption systématique dans l'administration publique congolaise ayant acquis de pseudonymes suivant : « Bougez la poche », « solola bien », débrouillez-vous pour vivre : art. 15 », etc. Les Congolais ne cessent de clamer haut et fort que les recrutements, les nominations, les affectations, les promotions, l'accès à l'emploi, etc. ne tiennent pas compte des principes objectifs mais des avantages que ce poste offre ont de toutes autres formes de solidarité sociale au point que la corruption est devenue le réseau exploité ou même dit-on « le passage obligé ».

Nous ne pouvons pas nous limiter seulement à circonscrire la pratique de la corruption dans l'administration publique à Bukavu, nous pouvons aussi chercher à comprendre sa privatisation ainsi que les circonstances qui favorisent la perpétuation de ce fléau.

Au Sud-Kivu en particulier, le phénomène de corruption se manifeste dans différents services de l'Etat. Les usagers enquêtés ne cessent de décrier les multiples tracasseries, exactions des agents de l'Etat dont ils sont victimes.

C'est le cas de la multitude des taxes aux douanes, ports, aéroports, aux petits et grands marchés, aux parkings et autres services et lieux publics. Ce qui augmente les tentatives de corruption dans le chef de l'utilisateur qui cherche à tout prix, à minimiser les dépenses. C'est aussi le cas de l'audace des magouilles observées dans la circulation routière entre policiers de roulage et usagers de la route notamment les transporteurs, les taximen, les motards, etc.

Ces derniers expliquent qu'il est rare de traverser un poste de contrôle sans laisser « quelque chose » aux policiers de roulage y affectés. Souvent, c'est une somme allant de 500FC à 5000FC octroyée et cela dépendamment de la gravité de la contravention routière et partant de ceci, l'on constate que cet argent est donné sans une contrepartie en termes de quittance. Les policiers de roulage par moment appliquent la loi du bon sens. Le montant qui vient en tête c'est celui qui est exigé. Aucun texte ne régleme ces diverses facturations.

Quand on s'adresse à ces policiers de roulage, ils expliquent à leur tour, que ce sont des chauffeurs de véhicules non en règle qui leur proposent un « sucré », « chupa », pour échapper à la sanction.

Disons que certains d'entre ces policiers de Roulage se contentent de se couvrir par l'adage disant que : « qui travaille à l'hôtel mange à l'hôtel » et/ou celle qui préconise que la chèvre broute là où elle est attachée ; les autres justifient cela par l'irrégularité et l'insuffisance de salaires leurs accordés. D'autres cas relatifs à la corruption s'observent dans les institutions publiques de la province du Sud-Kivu.

Ces institutions publiques sur lesquelles nous avons enquêté sont entre autres : la mairie de Bukavu, Gouvernorat de province, Assemblée provinciale, Parquet de Grande Instance de Bukavu, Prison Centrale, Police Nationale Congolaise, la DGI, l'OCC, l'OGEFREM, l'ONC, OFIDA, INSS, INPP, Office de Routes, REGIDESO, SNEL, SONAS, DGRAD, Division de Transport et Communication, ONEM, ONATRA, etc.

Pour le cas de la Mairie de Bukavu, on remarque des « arrangements » qui se passent entre les contrôleurs et les taxateurs, journaliers du service urbain œuvrant dans le marché de Kadutu (gérance marché) et qui partagent la moitié des recettes réalisées afin que le contrôleur revoie en baisse son rapport. Cela leur est possible car ils perçoivent sur certains étalages sans délivrer la quittance (vignette).

Des pratiques corruptives sont aussi légion dans le secteur judiciaire. L'on assiste aussi aux affaires sans suite aux procès longs, aux jugements et arrêts non exécutés etc, ces jugements sont par moment poussés à des dates ultérieures sans même un motif valable.

Or, il existe bien sûr certains mécanismes publics, certaines mesures publiques de lutte contre la corruption à différentes instances des pouvoirs publics.

C'est le cas du décret n°117/2002 du 29 août 2002 portant nomination des membres de la commission de lutte contre la corruption et la fraude ; le séminaire atelier de lutte contre la corruption et le blanchissement de l'argent sale organisé par le Ministère du plan en date du 27 au 28 août et du 06 au 09 septembre 2002. La création de la commission d'Ethique et de lutte contre la corruption à l'issue du Dialogue Inter Congolais en avril 2003 ; la conférence internationale sur les institutions financières et les pratiques de la corruption en RDC clôturée ce 22/07/2008 à Kinshasa, la considération de la corruption en droit congolais comme étant une infraction et sanctionnée par l'article 147 du code pénal, livre II, l'existence du code de conduite de l'argent public, spécialement en ses articles 17 et 18, en ce qui concerne la corruption.

5 CONTEXTE DE RECHERCHE

Le contexte de notre recherche tient compte de des difficultés dans lesquelles la population Bukavienne vit à cause de la corruption présente dans tous les secteurs de la vie sociale. En cherchant à comprendre la corruption, dans cette partie de la RDC, il arrive parfois que l'on s'attire des ennuis voire même, des conflits susceptibles d'ébranler le tissu social. Ceci étant, bien que le terrain sur lequel nous nous sommes lancé soit glissant, aborder une thématique du genre, contribuerait à mettre sur pieds des mécanismes de lutte contre la corruption dans les secteurs publics et privés, et serait l'unique moyen d'interpeller les volontés étatiques à prendre l'affaire dans les mains et afin que la génération future ne puisse hériter cette façon actuelle de gérer.

6 QUESTIONS FONDAMENTALES DE LA RECHERCHE

En dépit de l'existence de toutes les mesures et institutions (commissions), la corruption continue à ronger l'ensemble de l'administration publique à Bukavu en République Démocratique du Congo.

Elle va parfois jusqu'à menacer la paix par des ventes illicites d'armes sous embargo. Elle achète tout : les témoins, les experts, les juges, les magistrats, les avocats, les voix des électeurs et ouvre la porte à la violation des droits de l'homme.

Lorsque cette corruption dans l'administration publique à Bukavu s'érige en système, les réseaux qui maîtrisent le système et en bénéficient ne reculent devant rien pour le préserver. Leurs intimidations vont jusqu'aux menaces physiques. Si ces réseaux s'établissent en marge du pouvoir légal, ils s'imposent en faisant régner leur ordre dans des zones qui échappent à ce pouvoir. La corruption fait déjà en matière économique et politique sentir ses effets très inégalement selon qu'il s'agit de la vie personnelle, de la vie institutionnelle que des valeurs sociétales. Tenant compte de tout ce qui vient d'être dit et considérant l'ampleur que revêt ce fléau, il est impérieux de porter un regard perspicace sur les mécanismes définis et mis en place dans la lutte contre la corruption, mais aussi sur ses manifestations les plus régulières dans l'administration publique à Bukavu. Ainsi, en vue de présenter les résultats de cette recherche dans cet article, il est important de cerner et centraliser donc notre problématique autour des questions suivantes :

- Comment comprendre les manifestations de la corruption et quelles sont les formes, les causes, les acteurs, ainsi que les conséquences de la corruption dans l'administration publique à Bukavu ?
- Quelle est l'influence de la corruption sur le climat des affaires, sur la vie politique, sur la vie personnelle et familiale selon le revenu, sur la vie éducative, sur la culture et les valeurs de la société à Bukavu ?
- Comment mobiliser les moyens de prévention de la corruption dans l'administration publique, comment la combattre, la réprimer et quels en sont les mécanismes d'éradication progressive ?
- Quelles pistes de solutions préconiser pour que la gestion de la corruption soit efficace ?

7 MÉTHODOLOGIE DE LA RECHERCHE

Pour aboutir aux résultats scientifiques acceptables, nous avons fait recours à plusieurs méthodes mais, mais il faut souligner que la méthode systématique de Niklas Luhmann utilisée sous les approches historico-comparative et systémiques a aussi marqué notre attention.

Pour Pierre NAVILLE, le terme d'approche dérive du mot anglais « approche » qui désigne un point de vue, une optique une façon de voir. C'est dans ces termes de NAVILLE que nous employons le concept d'approche. Dans les années soixante, on a vu se constituer aux USA, une science politique centrée autour de l'analyse systémique du politique. Partant du système politique face à l'administration publique, une conception du politique reposant sur les sciences exactes et, en particulier sur la théorie générale des systèmes ainsi que sur la cybernétique, a été élaborée aussi bien par Karl Deutsch que David Easton.

Pour le premier, les systèmes politiques sont tous confrontés à des difficultés techniques dans la gestion de leur développement ; le gouvernement apparaît comme un exercice de pilotage analogue d'un navire, les autorités prévoyant le plus longtemps à l'avance des demandes qui leur seront transmises. Dans le cadre de notre travail nous allons nous intéresser surtout au système politique, et au système administratif que David Easton définit comme l'ensemble des personnes morales publiques, ou territoriales et des administrations techniques spécialisées, considérées comme éléments ou comme sous-système logiquement et rationnellement connectés les uns aux autres, du sommet stratégique au centre principal. Nous devons souligner que la mission principale de tout système administratif c'est de réaliser l'intérêt général, autrement dit le bien être collectif. L'Etat doit garantir que chaque citoyen obtienne sa part à la richesse nationale. Il faut qu'il y ait un mécanisme et le mécanisme de base que nous présente Easton c'est le gouvernement d'où pour nous le système politique.

Le recours à l'approche historico-comparative s'explique par la genèse de l'administration publique de la RDC depuis l'époque coloniale à nos jours en esquissant la manière dont la fonction publique avait été gérée. Ce qui nous conduira à adopter une comparaison avec les systèmes administratifs modernes. Le recours à une seule approche ne suffit pas pour donner un sens à différentes orientations tissées dans cet ouvrage. C'est pour cela que pour approfondir des réflexions, les renchéris, on fait aussi recours à l'approche systémique.

En effet, la réalité du système politique face au système administratif doit nous guider à établir une nette comparaison systémique différenciée et la corruption étant une réalité à part et expliquant la partialité de ces différenciations, elle se greffe et garde un caractère dysfonctionnel des institutions publiques composantes du système politique au sein duquel nous nous penchons pour palper du doigt la réalité de la corruption au sein de l'administration publique à Bukavu.

C'est ainsi qu'au-delà de la méthode sus évoquée, nous avons recourus à plusieurs techniques considérées comme des méthodes de collecte des données dans le cadre de notre article. Notre dispositif méthodique a été complété par ces techniques de collecte et de traitement des données. Ces techniques constituent pour nous des véritables outils, instruments à même de nous aider à rassembler les éléments scientifiques sur le terrain que dans des bibliothèques en rapport avec notre argument.

En effet, G. Madeleine : 1978 : 58 définit les techniques comme « des procédés opératoires rigoureux, bien définis, transmissibles, susceptibles d'être appliqués à nouveau dans les mêmes conditions adaptées au service d'une méthode. De ces méthodes et techniques citons :

7.1 LA TECHNIQUE DOCUMENTAIRE

Elle consiste à consulter les documents écrits, les documents chiffrés, les documents officiels et documents privés relatifs à l'objet de la recherche. C'est dans le même angle d'idées que cette technique nous a permis de consulter les mémoires, les articles de revue, les encyclopédies qui se rapporte à notre thème, et donc les données y trouvées nous ont permis de rendre claire les données constituant le corpus théorique du présent article.

7.2 LA TECHNIQUE D'OBSERVATION DÉSENGAGÉE

Elle a été pour nous d'une importance particulière tout au long de nos investigations. Elle nous a permis de récolter sans participer aux activités des acteurs, observés des informations qui se rapportent à la corruption, ses mécanismes, ses stratégies, face au système administratif et politique à la fois en vue d'une rupture épistémologique adéquate.

7.3 L'ENTRETIEN SEMI DIRECTIF

Nous a permis d'engager des communications verbales réciproques avec nos enquêtés, moyennant un questionnaire d'enquête préalablement établi. Les interactions réalisées se dérouleraient directement sous forme d'une conversation harmonieuse au cours de laquelle nos enquêtés réagissaient aux questions que nous leur avons posées en leur laissant une marge de liberté pour faire de commentaire.

A l'issue de ces entretiens, différentes raisons ont été évoquées à l'égard de la corruption dans l'administration publique à Bukavu. Ces raisons ont renseigné sur le pourquoi et le comment de l'existence de la corruption dans la ville de Bukavu au

travers son administration et dont le condensé peut se révéler ultérieurement dans les autres domaines. Notons par ailleurs qu'à travers cette technique, les agents des institutions publiques qui s'occupent de l'Administration publique de par leurs services publics, ont fourni leurs impressions par rapport à la corruption et ses attentes dans le chef de la population et des institutions publiques.

Nous nous sommes entretenus avec 200 personnes dont 50 personnes ou agents responsables des services publics, de différentes institutions telles que : la mairie, le gouvernorat, l'Assemblée provinciale, l'OFIDA actuellement DGDA, la DGI, IPP (Inspection Provinciale de la Police), la Police de roulages, l'ONEM, l'Institut National de préparation professionnelle (INPP), l'Institut national de sécurité sociale (INSS), l'office de gestion de fret maritime (OGEFREM), office national de transports (ONATRA), Office national de tourisme (ONT), régie de distribution des eaux (REGIDESO), régie des voies maritimes (RVM), la société nationale d'électricité (SNEL), la SONAS, Division Provinciale de la Statistique, Division de la Fonction Publique et autres services publics.

Soulignons qu'à cet effet, le système politique est un circuit comprenant pas mal d'entreprises publiques ou institutions publiques que privées au sein desquelles nous avons mené nos investigations et dont 20 institutions publiques ont été choisies pour nous servir d'expérience à ce sujet et dont aussi 200 agents de services publics employés ont fourni leurs impressions.

7.4 LA TECHNIQUE D'ÉCHANTILLONNAGE À BOULE DE NEIGE

Etant donné que notre enquête ne pouvait pas s'étendre exhaustivement sur toutes les institutions publiques de la place en vue de cerner la réalité de la corruption dans leur administration publique la plus régulière, cette technique nous a été utile en ce sens qu'elle nous a permis de repérer les agents responsables des services publics qui nous ont donné leurs avis favorables face à la corruption à travers leurs administrations.

Cette technique se matérialise en ce sens que les agents enquêtés se sont sentis intéressés de répondre de manière satisfaisante aux impératifs de notre questionnaire d'enquête, et à partir de ça, ils nous indiquaient sur d'autres cibles pourvues d'informations sur la corruption dans l'administration publique.

François DEPELTEAU vient corroborer ces affirmations lorsqu'il pense que la technique d'échantillonnage à boule de neige est une technique pratique lorsqu'on procède par choix raisonné, on ne dispose pas d'une liste exhaustive des unités de la population mère et connaît très peu d'individus qui correspondent aux variables et aux critères retenus. Ainsi, il s'agit de constituer l'échantillon en demandant quelques informations de départ de fournir des noms d'individus pouvant faire partie de l'échantillon.

Concernant ce travail, 17 institutions ont été supposées avoir à leur sein l'administration publique ici à Bukavu, et pour avoir des informations fiables sur la corruption, il a été question d'enquêter sur 200 agents des services publics qui travaillent dans ces institutions en vue de faire montre des résultats auxquels nous nous attendons. Nos enquêtés ainsi que les responsables des services publics, tous, population d'enquête était retrouvés au lieu de service. Et chacun d'eux avait accès à un questionnaire d'enquête auquel il pouvait fournir ses impressions en rapport avec la corruption au sein de l'administration publique à Bukavu.

7.5 LA TECHNIQUE DE TRAITEMENT DES DONNÉES

Nous avons aussi pensé à la technique susmentionnée car elle comporte deux phases dont l'analyse du contenu quantitatif et l'analyse du contenu qualitatif. C'est ainsi que dans l'analyse du contenu quantitatif, nous avons eu à faire à la quantification de diverses informations sur base des données dépouillées ; alors que l'analyse du contenu qualitatif nous a aidé à procéder une étude scientifique à rendre compte de la qualité de ces informations en rapport avec le système politique et la corruption dans l'administration publique à Bukavu.

8 RÉSULTATS RÉCENTS DE LA RECHERCHE

Répondant anticipativement à ces questions de la problématique est l'un des moyens de rendre compte des résultats de cette recherche.

Ils s'avère que des mécanismes étatiques existent tendant à limiter les faits de corruption. Leur force se trouve dans la double nature qui les caractérise : ils ne sont pas seulement préventifs mais aussi, répressifs étant donné qu'ils sont accompagnés d'un dispositif légal qui énonce des sanctions réservées à l'infraction de corruption. Eu égard à ce qui précède,

la problématique qui a été évoqué se rallie à l'existence de la corruption considérée comme mal pernicieux qui ronge la société congolaise en général et la ville de Bukavu dans la Province du Sud-Kivu en particulier.

Ce qui aboutit à l'épanouissement et à la généralisation de ces comportements et pourtant la lutte contre la corruption est aujourd'hui très médiatisée, le débat autour de son objet universalisé et son histoire est aussi vieille que celle de l'humanité. Les enquêtes menées prouvent que le biais stratégique et les modes opératoires au travers desquels le jeu de corruption est passé d'une simple stratégie de survie à un mode particulier de gouvernance et de gouvernance informelle privée précisément où les procédés de l'indifférence administrative ont cédé les pas aux pratiques importées de la chaleur de la vie privée.

De par ces enquêtes, il existe des mécanismes préventifs retenus à travers la recherche et que l'on considère comme des résultats de la recherche :

- l'éducation, la formation des agents de l'administration publique à travers les séminaires, ateliers, les colloques, conférences la création de commissions anti-corruption notamment la commission d'éthique et de lutte contre la corruption,
- la création d'un service anti-fraude, la création d'une agence de lutte contre la corruption, la création de l'observatoire de lutte contre la corruption, la mise en œuvre des textes légaux régissant la nomenclature des taxes, les arrêtés, la convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption adoptée par les Etats membres de l'U.A. dont la RDC fait partie,
- le paiement des salaires décentes et rémunérations descentes des agents de l'administration publique pourrait étouffer tant soit peu la corruption.
- la mise sur pied d'un système de contrôle étatique régulier et ponctuel au sein des services de l'administration publique et des institutions d'intérêt public.

De par ces mécanismes, nous avons des mécanismes répressifs qui sont rencontrés dans les sanctions administratives (exclusion, suspension, nullité, blâme, renvoi définitif,...) et autres dispositions prévues par le code pénal, le code de conduite de l'agent public et puis d'autres prévues par les règlements intérieurs de différentes institutions.

Ces mécanismes ont donc le mérite d'avoir inculqué dans les mœurs des Congolais, que la corruption est une infraction susceptible à des sanctions. Cette crainte explique même le caractère discret de la corruption qui amène les acteurs à passer cette pratique inaperçue et d'une manière informelle.

Cependant, malgré l'existence de tout cet arsenal, la corruption demeure vive et ardente. Nous estimons qu'elle persiste parce que ces mécanismes anti-corruption existants ne sont pas appliqués et sont peut-être inefficaces.

Leur limite se situe d'abord dans leurs insuffisances liées à la non opérationnalisation de certains, suite aux problèmes financiers et matériels. D'autres ne sont pas appliqués et s'ils le sont, c'est souvent avec complaisance et subjectivité, ce qui donne l'idée que ces mécanismes sont quasi inexistantes.

Cela relève d'un manque de volonté des acteurs publics qui sont à la fois auteurs de la corruption et éradicateurs car eux-mêmes sont aussi parfois inféodés et/ou enclins dans les pratiques corruptrices.

Ainsi, la fameuse commission de l'éthique et de lutte contre la corruption ainsi que l'observatoire congolais de lutte contre la corruption qui ont été créés, ne fonctionnent plus suite à l'insuffisance des moyens juridiques, matériels et financiers mis à leurs dispositions ; aussi les dispositions légales et réglementaires (codes, nomenclatures) ne sont pas d'abord vulgarisées et ensuite, non appliquées conformément aux prévisions. Un autre problème majeur qui serait ensuite à la base de la persistance de la corruption dans cette même logique, c'est l'absence d'un programme cohérent et des stratégies en termes d'une politique spéciale et particulière de lutte contre la corruption, définie par les pouvoirs publics.

Les quelques initiatives existantes déjà citées ne parviendrait pas elles-mêmes à éradiquer ce fléau qui s'est déjà généralisé à tous les niveaux. Bien qu'elle serait efficace en soit de par leur fond et forme, elles manquent cependant un dispositif pouvant les matérialiser et les rendre applicables. C'est également le cas de la fameuse convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption qui, bien qu'elle soit satisfaisante dans ses articles, manque de dispositif légal pouvant le rendre applicable au niveau interne du pays par rapport aux réalités particulières de la RDC.

Ainsi, il sied de relever quelques actions supplémentaires envisageables et complémentaires pouvant essayer de combler ces lacunes et failles pour lutter contre ce phénomène dans le pays et surtout dans l'administration publique. Avant cela, il serait impérieux de décrire d'abord le phénomène de corruption dans ses formes, ses causes, identifier ses acteurs, ses manifestations et ainsi que ses conséquences sur l'administration publique à Bukavu.

- S'agissant des formes, nous estimons que la corruption n'est pas seulement matérielle, mais aussi morale ou psychologique.
- La première comprend aussi des variantes : la corruption financière qui est donnée en espèce, et la corruption en nature liée à l'octroi des biens tels que la chèvre, le carburant, la bière, vivres, crédits téléphoniques,...
- Quant à la corruption morale, elle est relative au trafic d'influence par rapport à la position politique, économique, ou sociale qu'occupe le corrupteur en exerçant ainsi l'influence sur la personne à corrompre.
- Il existe aussi diverses pratiques formelles telles que : la petite corruption pratiquée par les agents publics de l'Etat et non pour un enrichissement démesuré comme cela est précisément le cas des autorités politiques pratiquant la corruption à une plus large échelle, mais simplement pour survivre dans un contexte où la rémunération des agents ne leur permet pas de vivre dignement. C'est la corruption des fonctionnaires qui reçoivent un petit pourboire ou des agents de la police de roulage qui inventent parfois des infractions juste pour recevoir un peu d'argent de la part des usagers de la route.
- En ce qui concerne les causes, nous estimons que les salaires médiocres, l'impunité, le particularisme traduit par le fait de privilégier l'intérêt personnel au détriment de l'intérêt public, le manque de suivi pour les employeurs et les employés, l'absence du système de contrôle étatique, le manque de volonté politique pour observer les pratiques de la corruption, seraient à la base ou à l'origine de la corruption.

Ainsi, la corruption n'est pas le fait de seuls gestionnaires mais résulte des interactions entre ceux-ci et les usagers. Même si le caractère discrétionnaire de la corruption demeure un obstacle pour identifier les réels acteurs et ses manifestations, il faut cependant noter que les acteurs trouvent recrutement soit dans la classe politique (les politiciens) et dans l'administration publique elle-même (agents publics, fonctionnaires, mandataires des entreprises publiques, attachés de bureau, administrateurs gestionnaires, etc.), soit aussi dans la population lorsque les citoyens sollicitent les services auprès des agents publics et cela d'une manière informelle.

Les manifestations et les circonstances de la corruption se déroulent ainsi dans un contexte flou et inaperçu. Ces manifestations sont considérées comme des jeux de survie, des logiques de réseaux et solidarité corruptrice d'artifice.

Peu importe si l'expression est caricaturale ! Ce qu'elle connote à partir de la réalité du « faire », du « parler » et du « voir » sud-kivuïen ou bukavien et par extension congolaise est indéniablement révélateur.

Dans un premier temps, elle dévoile un lien d'échange entre au moins deux protagonistes et, dans le second, elle a la faveur d'illustrer la fécondité de la sémiologie populaire des pratiques qui se tissent à l'aune de l'écologie sociale et culturelle en RDC.

On peut faire allusion par exemple aux manifestations telles que : « Niuzie unité », « nitafutie cupa », « unawaza je ? », « nilipie transport », « art. 15 : débrouillez-vous pour vivre »..., nipe massage, « kuwa shapu », « ongea muzuri » « solola bien », « niuzie sucré », « touche ta poche », « nipe sombe ya batoto », « nitafutie madeso », « nitafutie sucré », « nipe kingias »...

Disons que les manifestations ainsi que ses circonstances corruptives se déroulent dans un contexte flou et inaperçu. Cela est dû certainement au fait que la corruption étant généralement décriée, l'agent corrompu ne sait pas souvent en faire une demande d'expresse. Il préfère passer par des chemins détournés en créant des circonstances cachées dans lesquelles la corruption apparaîtra comme étant l'initiative du corrupteur.

Dans ce cadre, le mode opératoire de ces pratiques dépendra ainsi de la forme de corruption selon qu'il s'agit d'une corruption en espèce ou en nature. Dans ce type de cas, la connexion corruptrice entre l'utilisateur des services publics et l'agent de l'Etat se fait en règle générale dans une démarche pseudo-humanitariste. La transaction vise plutôt à présenter le fonctionnaire comme un indigent qu'il faut assister, nourrir, vêtir, à qui il faut impérativement donner un « pot-de-vin », un dessous-de-table ...dans le but de lui permettre de résister à ce darwinisme socioéconomique en progression constante.

Ce qui nous amène à dire que la décroissance du rôle de l'Administration publique a eu un effet de serre dans la structuration de la conscience professionnelle du fonctionnaire – par ailleurs représentationnellement ambivalente sauf dans quelques rares îlots de fonctionnalité administrative.

La corruption engendre diverses conséquences négatives que positives en ce sens que ceux qui prétendent qu'il est vain de s'époumoner à lutter contre la corruption invoquent tantôt la fatalité tantôt la nécessité.

Dans tout le cas, la corruption dans l'administration publique à Bukavu entraîne des effets négatifs sur les finances publiques (manque à gagner pour le trésor public de l'Etat congolais), ce qui donne lieu à un appauvrissement économique,

criminalité économique. Elle cause une faible mobilisation des recettes de l'Etat, un manque à gagner rendant ainsi le pouvoir public à travers son administration matériellement incapable de prendre en charge les besoins sociaux de la base selon qu'il s'agit de tel ou tel autre domaine.

- La corruption entraîne le dérèglement politique, l'engrainage des conséquences politiques, l'ébranlement de la confiance envers les gouvernants.
- Elle est aussi source de dissimulation, de déni de justice, de l'accoutumance, de l'accommodement, de violation des droits de l'homme, de désaffection populaire → conséquence négative.
- La corruption produit des conséquences positives dans le chef du bénéficiaire en ce sens qu'elle lui facilite la tâche en accédant rapidement et directement à l'avantage ou au service en question au détriment de ceux qui n'ont pas des moyens ou de capacités corruptrices.
- Il a été démontré que l'influence de la corruption sur le climat des affaires serait simplement négative. C'est dans le sens que toutes les affaires sont paralysées en présence de la corruption, la corruption devient un mauvais maître dans le déroulement des affaires. Nous le considérons à ce niveau comme étant un agent perturbateur des activités inhérentes à la nature du climat des affaires.
- La corruption entraîne un dérèglement des structures politiques et favorise les médiocres, ce qui conduit à la paralysie du thermomètre de l'appareil politique.
- La corruption touche aussi la vie personnelle et familiale selon le revenu, par le fait que grâce à elle nous assistons à un revenu faible et parfois dérisoire pendant qu'on s'entendait à un revenu plus ou moins élevé ou moyen.
- La corruption touche aussi la vie éducative dans le sens où nous assistons au manque de rigueur sur différentes écoles, sur différentes institutions supérieures, sur les universités privées que publiques.

Les enseignants qui ne sont pas payés et qui attendent la réaction de l'Etat Congolais font souvent recours au principe « il faut vivre et nourrir la famille ». Ces enseignants accueillent toute forme de corruption sous prétexte qu'ils cherchent la survie de leurs familles, car l'Etat congolais a déserté sa mission en leur faveur. Les élèves et étudiants qui se méconduisent, les étudiants qui prennent à la légère les formations reçues et à la longue on assiste aux résultats dérisoires. C'est d'ailleurs à ce niveau où il y a marchandage du corps pour les élèves filles et les étudiantes.

- Conséquence, manque de professionnalisme, incapacité de défendre les diplômes reçus, niveau d'étude médiocre de la part des élèves la connaissance dont on bénéficie de telle autorité prend la place de la compétence, pour les enseignants et les professeurs, assistants, chefs de travaux, docteurs, professeurs nous assistons au manque d'autorité envers les éduqués et envers la société. Conséquence, la plus grave l'éducation est compromise, d'où l'image de la province, de ce pays est ternie par la corruption qui constitue une descente aux enfers de l'avenir des enseignants, des élèves, des étudiants, des professeurs, C.T., assistants, docteur à Bukavu et en RDC en général.
- L'avenir des futures générations reste hypothéqué et sans issue. La corruption dans l'administration publique devient une réalité vivante qui habille, qui ravitaille et qui fait vivre toute une floraison des citoyens à différents degrés. Cette pratique est encrée dans la mentalité de la plupart des Sud-kivutiens ou Bukaviens en particulier et de la plupart des Congolais en général.
- Elle tend à devenir une culture à laquelle les fonctionnaires, les chômeurs, les enseignants non payés le reste du monde vont souscrire pour rechercher gain de cause, et pour faire payer « les pots cassés ».

Cette pratique fait perdre, disparaître les valeurs inhérentes à la dignité humaine en ne laissant pas passer des vies humaines des citoyens ayant encore un minimum de conscience à l'égard de la corruption.

9 IMPLICATION DE TOUS

Au niveau provincial, les pouvoirs publics provinciaux se sont engagés à mettre en œuvre ce qui suit:

- Le processus de mobilisation des moyens de prévention de la corruption dans l'administration publique doit partir d'abord de la volonté délibérée des autorités politico-administratives en amont et en aval de tous les citoyens en général chacun en commençant par là où il est. Nous pouvons alors songer à la combattre, à la réprimer et faire allusion aux mécanismes d'éradication. Pour combattre la corruption nous devons faire allusion aux lois et édits particuliers à ce phénomène telle que la loi anti-corruption au niveau du législatif, la loi devrait être votée et promulguée, un dispositif légal nécessaire devrait aussi être adopté pour rendre applicable la convention de l'Union Africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption au niveau interne, le contrôle

parlementaire devrait être objectif, rigoureux et systématique, sans influence de qui que ce soit pour assurer la transparence et la gestion efficace de la chose publique.

- Au niveau de l'exécutif, il fallait valoriser le code de conduite des agents de l'administration publique, redynamiser la commission de l'éthique et de lutte contre la corruption en les dotant des moyens nécessaires pouvant rendre opérationnelles leurs activités ; lancer des campagnes de sensibilisation sur le concept corruption au sein de l'administration publique, faire montre de ses méfaits, ses conséquences et les mesures appropriées pour la combattre en vue de la transformation de la mentalité des agents de l'administration publique et des citoyens en général.

Il va de soi que renforcer les capacités de la société civile et des médias en matière de documentation et de recherche sur la corruption est un atout.

Revoir les conditions de vie des agents de l'administration publique en terme de l'amélioration du salaire qui doit être équitable, régulier à tous les agents sans distinction, systématiser la transparence et l'objectivité dans les recrutements des agents publics en fonction de leur compétence, élaborer une réglementation sur le droit de propriété et de vulgarisation des nomenclatures des taxes et leur prix afin de réduire les opportunités de corruption, appliquer les sanctions sévères d'ordre politique et administratif aux acteurs de la corruption, etc.

- Au niveau judiciaire, l'application stricte de la loi, la modification des pénalités et des récompenses, la neutralité de la justice, l'application stricte des sanctions pénales et civiles allant même jusqu'à la restitution de l'objet de corruption sont recommandés et cela en toute indépendance vis-à-vis d'autre pouvoir, l'objectivité dans la gestion des dossiers des particuliers, etc. Le contrôle social peut assurer la police à ces mécanismes prônés d'éradication progressive de la corruption.
- la vulgarisation du code de bonne conduite des agents et fonctionnaires de l'Etat, aux frontières, aux ports et procédures en renforçant le contrôle ;
- le renforcement des mécanismes de contrôle en ce qui concerne l'exportation des matières premières et d'autres produits commis à l'importation et à l'exportation,
- les sanctions sans complaisance des corrupteurs et corrompus
- la mise en place des services anti-fraude
- la promotion de la citoyenneté responsable et éduquée
- l'application des mesures appropriées qui encouragent la transparence dans la passation des marchés publics.
- La vulgarisation des nomenclatures sur les taxes légales.

10 CONCLUSION

Notre préoccupation majeure était centrée sur l'intérêt que nous avons apporté à ce travail, celui de démontrer avec véracité les conséquences de la corruption dans l'administration publique, ses retombées sur la vie des paisibles citoyens, le danger qui épille secrètement ces derniers et les perspectives de réduction de ce fléau en vue de prétendre à son éradication définitive. Nous avons aussi été animé d'un souci prudent de connaître où nous allons avec le phénomène-corruption en nous posant beaucoup de question y relatives.

Nous voudrions connaître les répercussions de ce fléau sur la vie des citoyens, les causes, les conséquences, les avantages retrouvés de la corruption face à la quotidienneté des citoyens à Bukavu et à la viabilité des institutions publiques. Aussi nous avons voulu savoir pourquoi ce fléau persiste au sein de l'administration publique et dans le secteur de la vie sociale

Quelles en sont les formes, les causes, l'influence de ce fléau sur le climat des affaires.

Comment mobiliser les moyens de prévention de la corruption dans l'administration publique, comment la combattre, la réprimer.

Face à ce qui venait d'être évoqué, nous avons essayé d'adapter les hypothèses face à cette problématique. Parmi les réponses données nous avons retenu.

- S'agissant des formes, la corruption est matérielle, morale et psychologique.
- Elle comporte diverses pratiques telles que la petite, la grande corruption.
- Nous avons opté pour les mécanismes répressifs de la corruption.
- Point n'est besoin de reprendre ce qui est déjà élucidé dans les hypothèses de ce travail.

Mais néanmoins, pour tester les hypothèses de ce travail, nous avons fait recours à la méthode systémique de N. Luhmann utilisée sous l'approche historico-comparative et systémique.

Cette méthode nous a permis de concilier les éléments du système politique à ceux du système administratif qui a beaucoup intéressé nos analysés.

Pour renchérir nos résultats nous avons appuyé la méthode systémique en recourant à la théorie de systèmes sociaux de Niklas Luhmann qui nous renvoie aux quatre types de différenciation fonctionnelle.

Notre méthode nous a permis d'analyser le comportement des agents et fonctionnaires des institutions publiques dans l'administration publique à Bukavu en vue de ressortir un entendement meilleur relatif à la corruption qui ronge le système politique de notre pays.

C'est ainsi que nous avons recouru à l'échantillon probable composé de 20 institutions publiques où nous avons enquêté sur 200 agents du secteur public dans l'administration publique.

Cet enchaînement méthodologique nous a conduits à subdiviser notre travail en 3 chapitres, hormis l'introduction générale et la conclusion générale.

Le premier chapitre tournait autour de la généralité sur l'étude, le deuxième quant à lui, a porté sur l'intervention du système politique face à la corruption et enfin le dernier a consisté sur la perception de la corruption et son niveau de criminalisation.

Le condensé de ces chapitres nous pouvons le retrouver dans ce travail, mais toutefois nous avons fait recours au modèle de réaction dynamique d'un système politique de David Easton pour élucider les éléments scientifiques contenus dans notre travail.

En définitive, au-delà d'une pratique plus ou moins répréhensible par la loi, la réglementation ou l'éthique, la corruption est devenue un mode de vie, un cancer social. Ses manifestations se traduisent par des manifestations plus profondes. La corruption a été présentée comme étant un système qui concerne le mode de vie de chacun de nous, qui mène vers l'inhibition de la conscience du bien commun au profit du mal. La lutte contre ce cancer social doit donc dépasser les mesures isolées et être menée de façon globale que de se limiter à une province, en impliquant le maximum d'acteurs tels que l'Etat, le pouvoir judiciaire, la société civile, les médias et les églises.

Nous avons pu remarquer que les pratiques de la corruption dans les entreprises publiques du Sud-Kivu revêtent un caractère tout à fait systémique. Elle se manifeste par un manque d'orthodoxie dans la nomination et la rémunération des dirigeants desdites institutions, des agents et bien d'autres fonctionnaires de l'Etat.

Le fait que les gens ne sont pas rémunérés, ils se contentent de se prendre en charge par tous les moyens.

Ainsi, à travers les analyses faites nous pouvons dire que nos hypothèses ont été nuancées pour autant que les citoyens les paisibles sont informés de tous les dangers qui les guettent de la part de la corruption.

Tout travail humain est entaché d'imperfections, un appel pathétique et vibrant est lancé à tous ceux-là qui chercheront à nous compénétrer d'une manière ou d'une autre.

REFERENCES

- [1] BIROU, A., Vocabulaire pratique des sciences sociales, Paris, éd. Ouvrières.
- [2] BLUNDO, G., 2001, La corruption au quotidien, in politique Afrique.
- [3] DEBBACH, C., 1980, Sciences administratives, 4^{ème} éd., Paris, Dalloz.
- [4] DEPELTEAU, F., 2000, La démarche d'une recherche en sciences humaines, Bruxelles, éd. De Boeck.
- [5] DJALILI, R., 2000, Mondialisation de la corruption et de la criminalité, Paris, PUF, Genève.
- [6] ENGUNDUKA, G., al, 1991, Volonté de changement au Zaïre, Kinshasa. DSCR.P.
- [7] ETCHEGOYEN, A., 2002, Le corrupteur et le corrompu, Paris, éd. Julliard.
- [8] GRAWITZ, M., 2001, Méthodes des sciences sociales, Paris, Dalloz.
- [9] KALALA, J.P., 2004, La corruption dans les institutions politiques de la RDC, Kinshasa, Faculté Catholique de Kinshasa.
- [10] KLITGAARD, R., 2002, Villes corrompues : du diagnostic aux remèdes, Paris, Nouveaux Horizons.
- [11] NGASHA, M., 1997, Manuel de sociologie générale, Lubumbashi, éd. African.
- [12] OLIVIER, J.P., 2001, La corruption quotidienne en Afrique de l'Ouest. Politique Africaine, Karthala.
- [13] PEAN, P., 1998, L'argent noir : corruption et sous-développement, Paris, Fayard.
- [14] QUIVY, R., 1995, Manuel de recherche en sciences sociales, Paris, Dunod.
- [15] TAMBWE, M., 2007, La corruption dans l'administration publique congolaise, Kinshasa.DSCR.P.
- [16] www.unicri.it.
- [17] www.icac.nsw.gov.au.
- [18] Article 432 – 13 du code pénal français.
- [19] Article 6 de la Constitution de la RDC.
- [20] Journal of public and International Affairs
- [21] Commission Australienne Indépendante, 1994, Rapport annuel sur la lutte contre la corruption de l'Etat de New South Wales.
- [22] Ministère du plan, 2002, Rapport du groupe de travail Institutions publiques, Groupe sur la lutte contre la corruption, le blanchiment de l'argent sale et la criminalité organisée, Kinshasa.
- [23] MUGANZA, M., 2008-2009, Cours d'analyse du système social : structure et pouvoir, L1 Sociologie, FSSPA, U.O.B.